

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2018)  
**Heft:** 2216

**Artikel:** CH-UE: rouler les mécaniques pour tout perdre : diaboliser le dossier entre la Suisse et l'Union européenne ne mène à rien  
**Autor:** Ghelfi, Jean-Pierre  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1023291>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 29.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

compensent ces surcoûts de production.

Bien des consommateurs défendent les aliments équitables même s'ils sont plus chers. Ils peuvent le faire en achetant suisse. Le choix est

facile. Ils peuvent même être plus exigeants par des achats bio ou aux producteurs locaux qu'ils connaissent. Par ce comportement, ils peuvent espérer contribuer tant soit peu à une agriculture plus

écologique et responsable partout dans le monde.

Mais pourquoi ne pas laisser les consommateurs modestes acheter des produits étrangers à portée de leur bourse? Ce serait tout à fait équitable.

## CH-UE: rouler les mécaniques pour tout perdre

Diaboliser le dossier entre la Suisse et l'Union européenne ne mène à rien

Jean-Pierre Ghelfi - 29 août 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33596>

Si la Suisse veut maintenir des relations étroites avec l'Union européenne (UE), la signature d'un accord institutionnel paraît inéluctable.

La conclusion de cette négociation, quoi qu'ait pu dire le chef du département fédéral des affaires étrangères, ne pourra pas intervenir cette année. Le dossier est trop complexe et les intérêts en jeu trop multiples. Surtout, il fait l'objet de controverses et de divergences entre les différents acteurs du pays — voir, dernier en date, le problème du marché du travail ([DP 2213](#)). L'année prochaine semble également peu propice eu égard à la conclusion des négociations sur la sortie du Royaume-Uni de l'UE (Brexit), aux élections européennes et aux élections fédérales en Suisse. Ce sera donc plutôt pour 2020.

Ce répit devrait permettre de mieux préciser la nature des enjeux et de trouver peut-être un compromis susceptible de

rallier une majorité aux Chambres fédérales et dans la population. Ce ne sera néanmoins ni simple ni évident.

L'UDC n'a de cesse de caricaturer la problématique. Notre pays devrait chercher à intimider l'UE pour l'amener à renoncer à camper sur des positions qualifiées d'intransigeantes et de dogmatiques. Quelle bonne idée! Pas de doute: l'UE ne tarderait pas à les assouplir, peut-être même, qui sait, aller à résipiscence.

### Se mettre à genoux

Bien que la situation soit inversée, cette attitude n'est pas éloignée de celle adoptée par les partisans du Brexit. Ces derniers ont prétendu que sortir de l'UE ne poserait aucun problème. L'UE serait dans ses petits souliers. C'est elle qui se mettrait à genoux pour quémander les arrangements indispensables pour survivre au départ de la

Grande-Bretagne — argument effectivement utilisé dans la campagne précédant le référendum de juin 2016.

Deux ans plus tard, la réalité ne correspond pas précisément à ce scénario. Londres ne tient pas le couteau par le manche. Pour une raison simple: la Grande-Bretagne a plus besoin de l'UE que le contraire. C'est l'île qui ne veut plus être arrimée au continent, ce ne sont pas les continentaux qui la rejettent. Le Brexit pose une foule de problèmes aux Britanniques. Pas, ou peu, aux Européens. Les brexitaires refusent de l'admettre. Les négociations n'avancent pas, disent-ils, parce le gouvernement n'est pas assez ferme. S'il adoptait une position intransigeante, Bruxelles finirait par ployer.

On croit entendre des [élus helvétiques](#) préconisant de taper du poing sur la table pour intimider Bruxelles, l'amener à lâcher du lest en reconnaissant

le caractère particulier de la Suisse.

### Flatter notre amour-propre

Chimère! La petite Suisse peut bien monter sur ses ergots, elle ne réussira pas à impressionner l'UE. Bruxelles veut bien admettre que nous sommes un partenaire coriace, dur dans la négociation, qui ne lâche rien tant et aussi longtemps qu'il pense disposer d'une marge de manœuvre. Mais si nous nous mettions à vouloir rouler les mécaniques, nous nous ridiculiserions.

Il faut se faire à l'idée que c'est la Suisse qui demande à passer les accords dont elle a besoin dans pratiquement tous les domaines — économique, technique, financier, scientifique. L'UE a pratiquement toujours accepté

de négocier. Elle ne peut cependant envisager de signer des traités qui dérogeraient aux directives qui s'appliquent à chacun des pays membres. Si nous ne comprenons pas ces principes élémentaires, nous finirons par nous retrouver tout seuls, entre nous. Nous pourrions certes faire valoir que nous n'avons pas plié et que nous avons défendu nos valeurs. Pas sûr que cela suffise pour nourrir nos corps et nos esprits. Tenter de faire valoir que nous sommes ou serions un cas particulier peut flatter notre amour-propre. Mais ça ne passera pas mieux. Chaque pays, pour une raison ou une autre, pourrait se prévaloir d'être lui aussi un cas particulier. Et si chacun se considère comme tel, il est évidemment impossible de construire quelque chose ensemble.

### Masquer son incohérence

On peut taper du poing sur la table ou rouler les mécaniques, rien ne modifiera cette donnée incontournable. L'UE peut très bien vivre sans la Suisse. Il est peu probable que la Suisse puisse dire sérieusement qu'elle peut très bien vivre sans l'UE.

L'UDC ne veut pas admettre cette réalité qui bouscule son ADN. Elle tente de masquer son incohérence (prétendre défendre la Suisse tout en la condamnant à l'isolement), en laissant entendre qu'il suffirait d'adopter un comportement intransigeant. En diabolisant le rapport de la Suisse à l'Union européenne, elle exacerbe délibérément la nature d'un dossier complexe. C'est sans doute son but (in)avoué.

## Fête nationale: pourquoi le 12 septembre n'est pas près de remplacer le 1er août

Le vrai ciment de la Suisse, c'est la démocratie directe

Olivier Meuwly - 31 août 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33609>

Le 1er août 2018 n'aura pas échappé à la fatalité qui frappe à intervalles réguliers tous les 1er août... Que signifie cette célébration? On a tous appris qu'il s'agissait de la fête nationale de la Suisse. Mais comment définir ce pays multiculturel? Peut-on le réduire à son origine largement mythifiée et extirpée de

légendes nées, qui plus est partiellement, dans les vallées de Suisse centrale?

Cette fois c'est *Le Temps* qui est revenu sur le sujet dans une [série d'articles](#) à la veille du 1er août dernier: comment les Romands pourraient-ils sérieusement s'identifier à cet «événement» si éloigné de leur

univers? Si les Suisses souhaitent vraiment fêter quelque chose, ne devraient-ils pas enfin se tourner vers le 12 septembre 1848, jour où fut adoptée la Constitution que tout le monde s'accorde à considérer comme le berceau de la Suisse moderne?

Les choses sont-elles si